

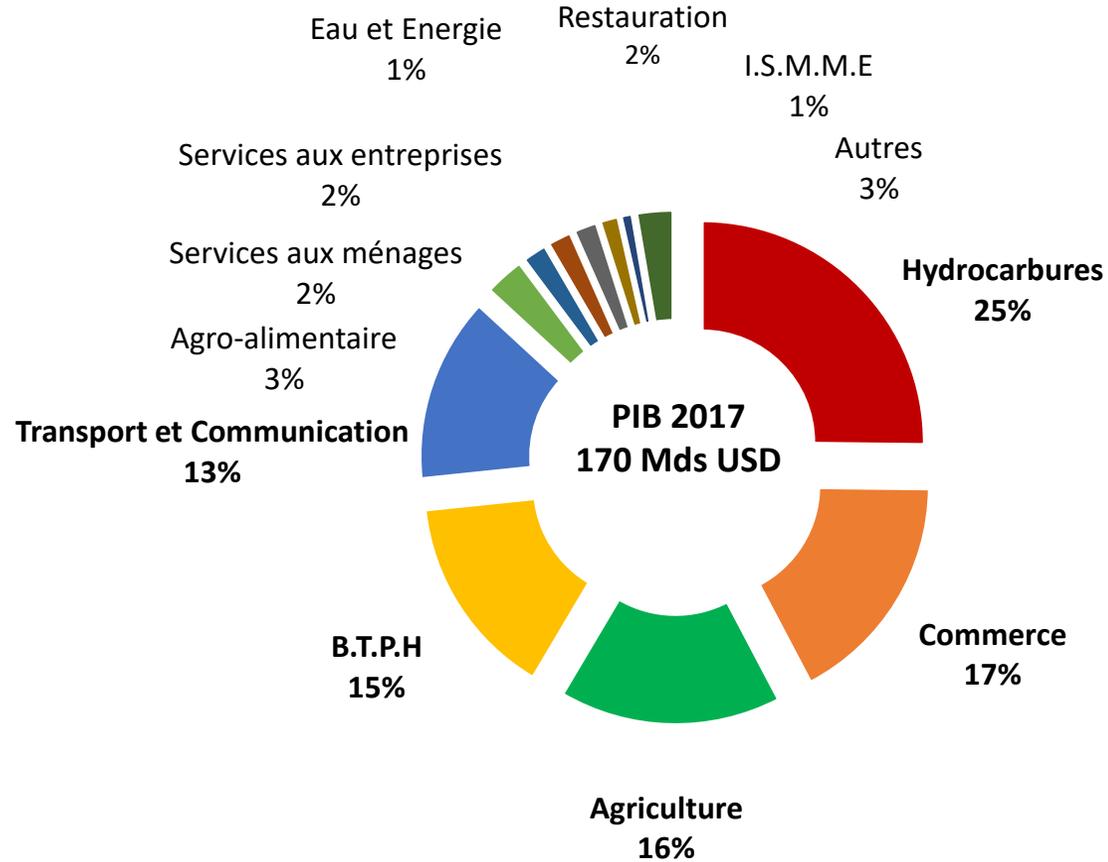


# ALGERIE BFE 2020

# L'Algérie en bref (1/3)

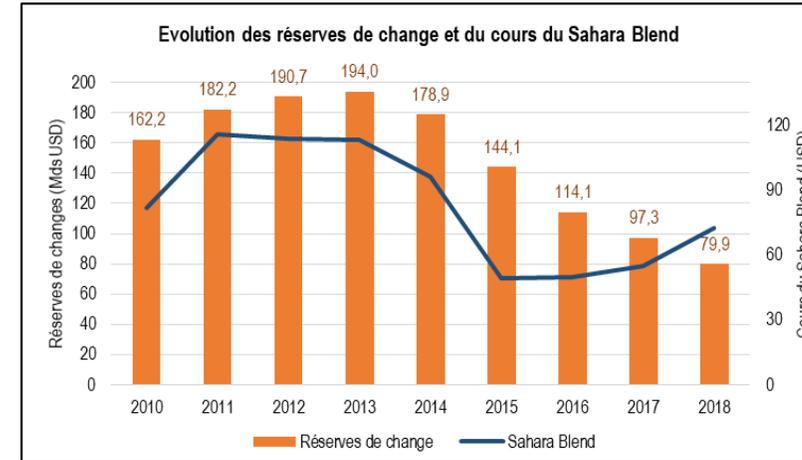
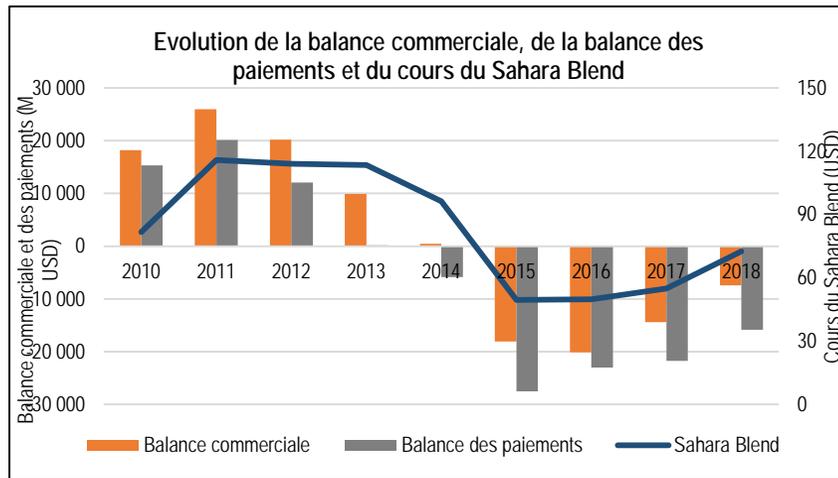
- PIB : 173 Mds USD (4<sup>ème</sup> PIB d'Afrique) – 4237 USD/ hab (6<sup>ème</sup> d'Afrique)
- Un grand marché de 43 M Hab avec un fort « référentiel » France (50M en 2030 prev.)
- Taux d'alphabétisation : 80% ; 1<sup>er</sup> d'Afrique du Nord – 1<sup>er</sup> IDH en Afrique
- Une posture stratégique solide : 2<sup>ème</sup> armée d'Afrique (6% PIB)
- Un Etat encore “rentier” :
  - Poids dominant des hydrocarbures : 25% du PIB marchand et 95% des recettes d'exportation - 45% des ressources budgétaires et donc une situation économique fortement corrélé au prix du baril
  - Un niveau de dépenses courantes important : 60% du budget de l'Etat
  - Un secteur manufacturier en déclin et très faible / PIB (6% du PIB contre 15% en 1990)

# L'Algérie en bref (2/3)



## L'Algérie en bref (3/3)

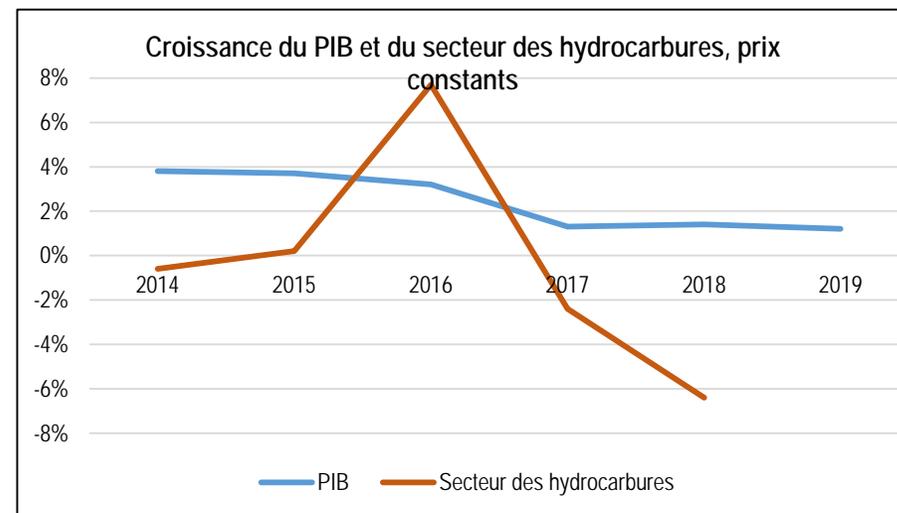
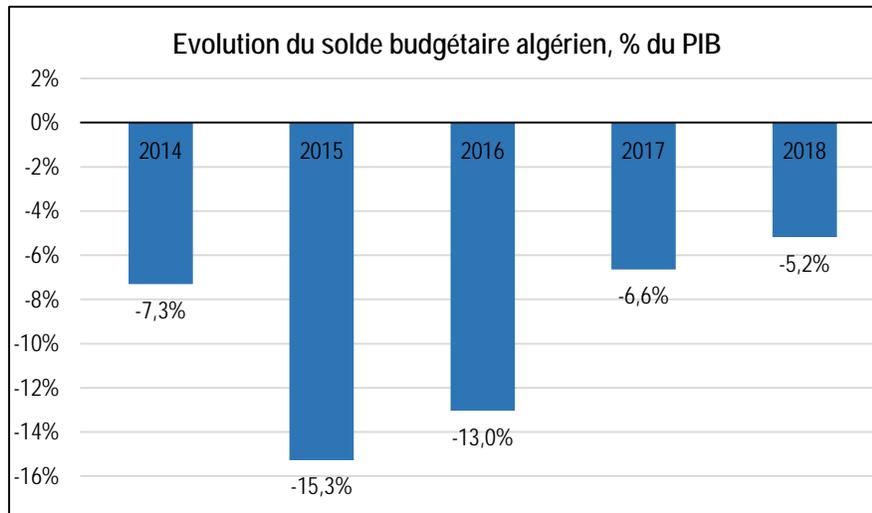
- Une absence d'intégration dans la chaîne mondiale de valeurs
- Des dépenses liées aux importations élevées et une exposition systémique au risque extérieur (ajout chiffres)



- Un secteur public qui représente 1/3 de la valeur ajoutée totale
- Une redistribution au profit de la population (transferts sociaux 25% du PIB) et des importateurs
- Un poids important du BTP (12% du PIB) concentré sur quelques entreprises

# 2019, une crise paradoxale

- ❑ Campagne anti corruption et paralysie quasi systémique (A+B) / impact BTPH (11% du PIB)
- ❑ Chute de l'investissement privé et baisse tendancielle de la croissance (1,2% prev vs 2,6% initialement en 2019) et 1,9% vs 3,4 % prévu en 2020 (prev gov dz)
- ❑ Ralentissement de la demande et de la consommation
- ❑ Et pourtant un prix du baril de 65 USD contre 43 USD en 2016 (BKEvn 90/113USD)



# Une Algérie résiliente

- ❑ Un secteur O&G avec un socle de 35 Mds USD de revenus / an
- ❑ Une absence d'endettement extérieur (2,4%) et des réserves de change encore confortables (13/14 mois)
- ❑ Un endettement interne encore faible (47%/PIB)
- ❑ Des marges de manoeuvre en termes de politique de change (surévaluation structurelle de 40/50% du dinar)
- ❑ 40 Mds USD dans l'informel (amortisseur vs perte pour l'Etat)
- ❑ Une inflation officielle contenue (2 % < 4% cible)
- ❑ Un secteur privé structurellement dynamique et entreprenant (mais qui reste peu confronté à la concurrence internationale)
- ❑ Un marché vierge à développer (“tout reste à faire” / levier de croissance potentielle)

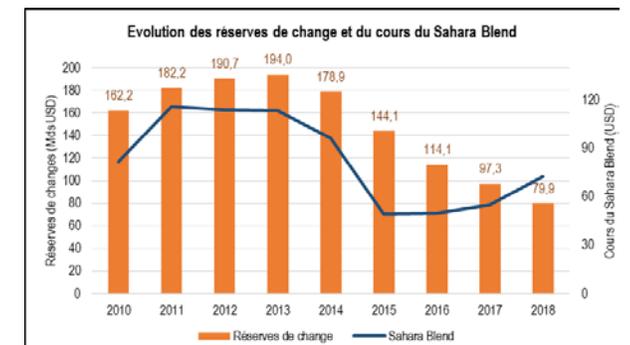
# Des défis majeurs (1/4)

## 1) CRÉER DE LA CONFIANCE ET REFORMER :

- ❑ Redonner confiance à l'administration et aux acteurs économiques
- ❑ Améliorer le climat des affaires et l'attractivité (IDE et développement du secteur privé)
  - limitation du champ du 51/49 aux secteurs stratégiques (LF 2020)
  - revision de la loi sur les hydrocarbures (PSA) etc
- ❑ Concilier l'ADN sécuritaire avec l'ouverture économique et l'essor du secteur privé
- ❑ Réussir la diversification et devenir un pays exportateur (contrôle des changes/valeur du Dinar) / balance des paiements / endettement extérieur
- ❑ Améliorer l'efficiencia de l'investissement public
- ❑ Réformer le système bancaire/Approfondir les marchés de capitaux

### 2) RELEVER LE DÉFI DE L'EMPLOI :

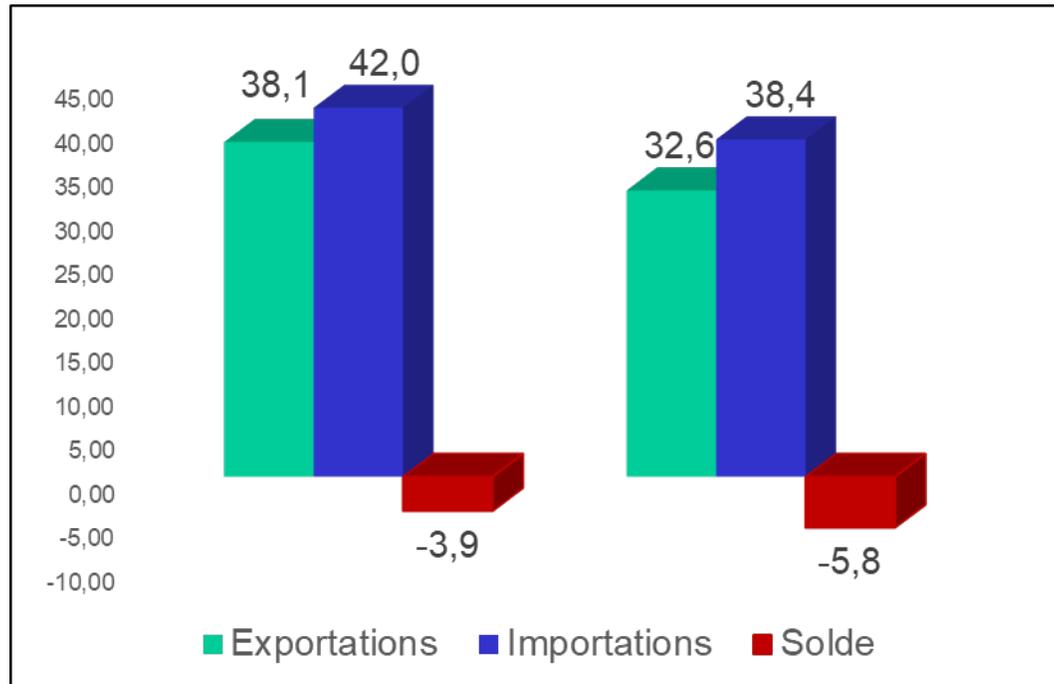
- ❑ Choc démographique : 54% de la population < 30 ans (22,8M hab)
  - + 900 000 habitants par an
  - +300 000 entrants sur le marché du travail chaque année
- ❑ Taux d'activité parmi les plus bas au monde (42% en moyenne H 67% et F 16%)
- ❑ Impact d'une croissance faible sur une hausse du chômage déjà élevé pour les femmes (20%) et les jeunes de 15-24 ans (30%)



# Des défis majeurs (3/4)

## 3) PRESERVER LA BALANCE DES PAIEMENTS

Evolution du commerce extérieur sur 11 mois en g.a (en Mds USD)



- Exportations : **-14,5%** :
  - effet prix : -11% pour le prix du baril en moyenne à 65 USD
  - effet volume : -6% au cours des 9 premiers mois 2019 (ONS)
- Importations : **-8%**
  - Déficit commercial : **+1,9 Mds USD**
- Biens d'équipement industriels: **-19% à 12,2 Mds USD**
- Biens d'équipement agricoles : **-16% à 0,4 Md USD**
- Energie (carburants) et lubrifiants : **+15% à 1,1 Md USD**
- Biens alimentaires : **-7% à 7,3 Mds USD**
- Biens de consommation : **-3% à 6 Mds USD**

□ Une balance des paiements déficitaire 15 à 17Mds USD par an

### 3) Sortir de l'Etat rentier :

- Une constante : incitations à la substitution aux importations dans de nombreux secteurs (agriculture, agroalimentaire, secteur minier, matériaux de construction, pétrochimie, pharmacie, plasturgie, construction métallique, textile, automobile, électroménager, électronique,.....).
- Augmentation du taux d'intégration local
- Vers une remise à plat du code des investissements
- Une intention affichée de développer l'export à terme
- Développement et professionnalisation du secteur des services (formation, santé, distribution, services aux entreprises, tourisme d'affaires).

# Quelques secteurs

**Equipements & Technologies  
Agroalimentaires - AGROTECH**

**Plasturgie**

**Services et solutions  
pour le secteur financier**

**Secteur public / Secteur  
privé**

**Hydrocarbures / chimie**

**Industrie  
pharmaceutique**

**Cosmétiques**

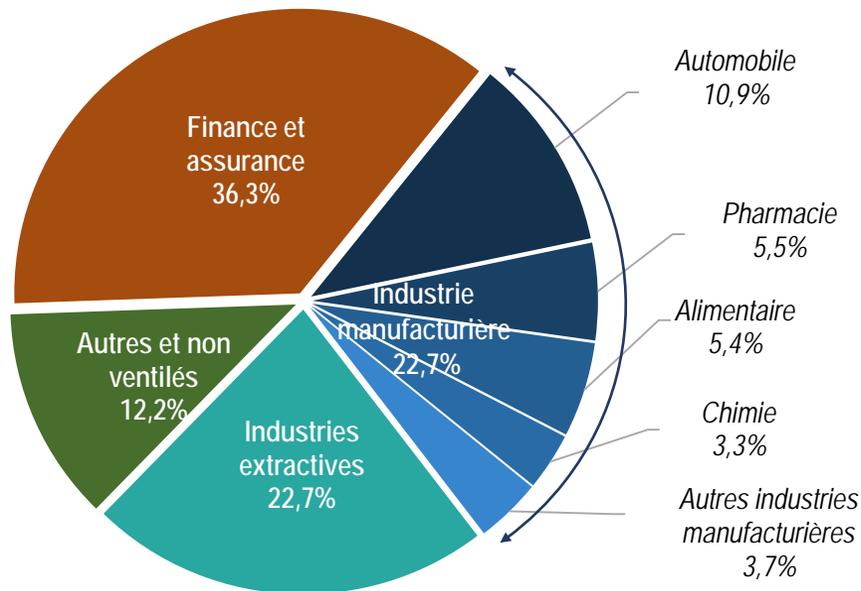
**Equipements  
automobiles / industrie  
mécanique**

**PME /ETI**

**Dispositifs &  
équipements  
médicaux**

# L'Algérie et nous ? (1/4)

- ❑ Notre 1<sup>er</sup> marché en Afrique (18<sup>ème</sup> au niveau mondial) devant le Maroc (22<sup>ème</sup> au niveau mondial).



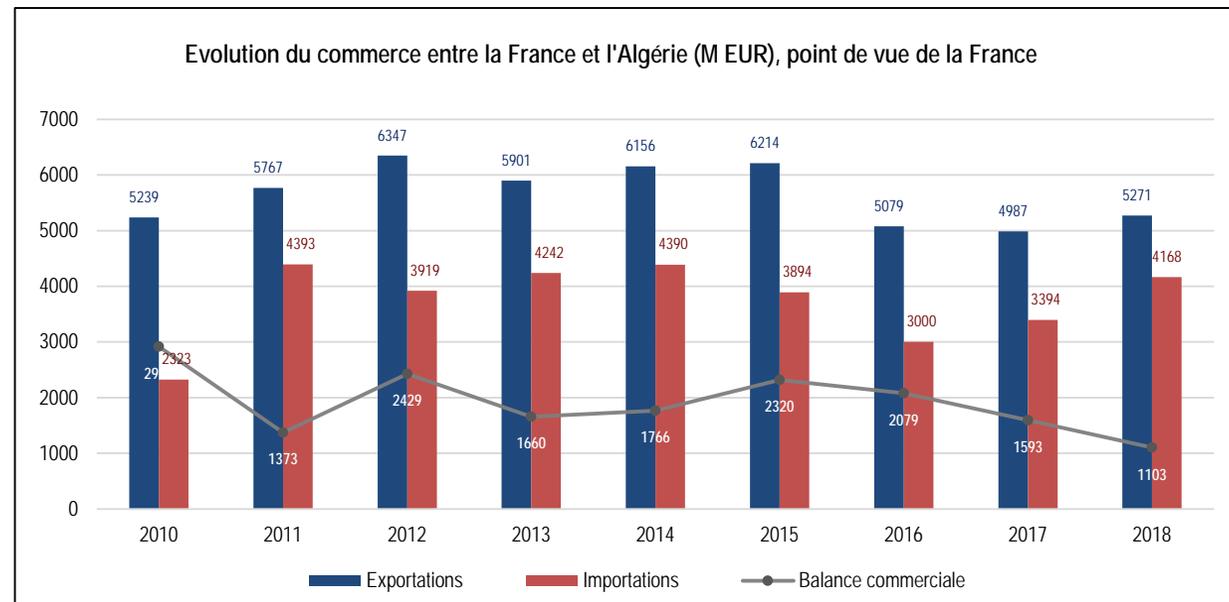
- En 2018, stock d'IDE français estimé à 2,7 Mds EUR soit près de 10% du stock d'IDE total en Algérie (2<sup>ème</sup>). Des IDE surtout concentrés dans les secteurs financier (36%), pétro-gazier (23%), automobile (11%), pharmaceutique (5%) et agroalimentaire (5%).
- Moyenne des flux 2011-2018

|         | Capital social | Bénéfices réinvestis |
|---------|----------------|----------------------|
| Maroc   | 355            | 136                  |
| Tunisie | 39             | 40                   |
| Algérie | 12             | 127                  |

NB: ligne « bénéfices réinvestis » est plutôt utile pour appréhender la capacité des filiales implantées à générer des profits

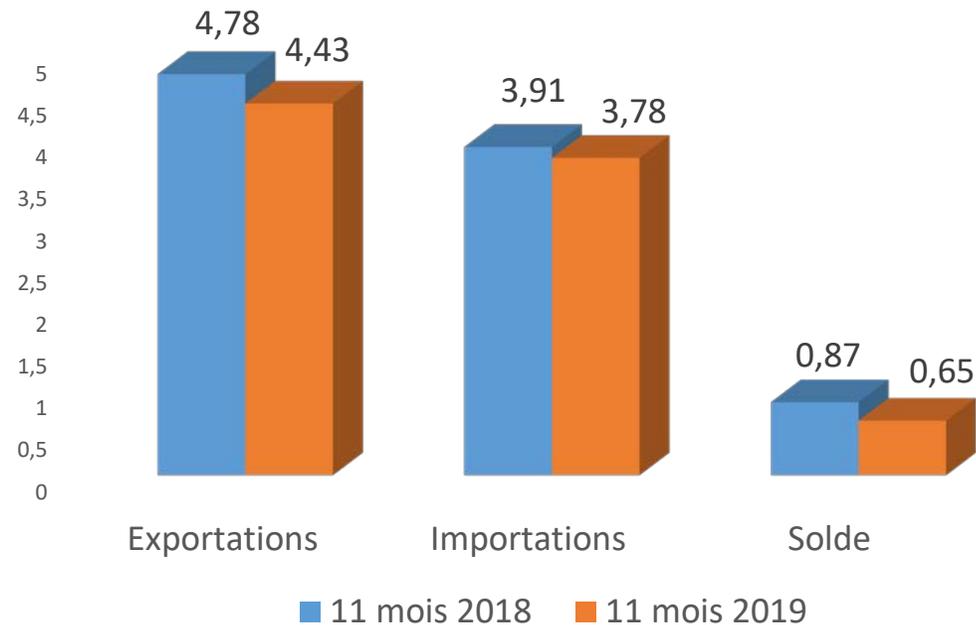
# L'Algérie et nous ? (2/)

- ❑ L'un des rares pays avec lequel notre excédent commercial reste encore structurel depuis 2008 (6<sup>ème</sup> en 2015 et 2016, 5<sup>ème</sup> en 2017 et 11<sup>ème</sup> en 2018) et un appareil exportateur très diversifié (ETI et PME) malgré une relative concentration de nos exports (5,2Mds €)
- ❑ Des exportations de 5,3 Mds EUR vers l'Algérie en 2018 (+5,7% en g.a) soit le 18<sup>ème</sup> pays en termes d'exportations françaises et le 1<sup>er</sup> en Afrique, devant le Maroc (4,4 Mds EUR) et la Tunisie (3,3 Mds EUR). Des importations depuis l'Algérie de 4,2 Mds EUR en 2018.



# L'Algérie et nous ? (3/4)

Un ralentissement sous l'effet - des tensions sur nos principaux postes d'exportation



## EXPORTATIONS (-7%)

Véhicules automobiles : +2% à 306 M EUR

- Céréales : -20% à 758 M EUR
- Produits pharmaceutiques : -9% à 439 M EUR
- Produits pétroliers raffinés : -25% à 242 M EUR

## IMPORTATIONS (-3%)

- Pétrole brut : -4% à 2,2 Mds EUR (11% de nos besoins)
- Gaz naturel /GNL : +2% à 758 M EUR (10% de nos besoins)

**Le financement extérieur  
est interdit en Algérie**

# L'Algérie et nous ? (4/4)

- Favoriser les investissements productifs dans les secteurs i) prioritaires pour la diversification économique ii) où les barrières d'accès au marché sont importantes
- Ecouter / Patienter / Perseverer / **Etre présent**
- Appuyer les transferts de savoir-faire et de compétences (outil d'accompagnement essentiel) / défis de l'emploi et de l'employabilité
  
- Porter un discours fort et volontariste sur le sud-ouest méditerranéen
- Utiliser la coopération technique comme levier au long cours
- Préparer le retour à l'endettement extérieur en coordination avec l'AFD

**MERCI**